

## SÉNAT DE BELGIQUE

SÉANCE DU 5 JUILLET 1928

**Rapport de la Commission des Finances, chargée de l'examen du Projet de Loi relatif à la rétribution des membres de l'ordre judiciaire, du conseil des mines, des députations permanentes des conseils provinciaux, du clergé catholique et du corps enseignant des écoles primaires et gardiennes, ainsi que du personnel de l'enseignement supérieur.**

*(Voir les n°s 57, 183, 188, 211, 229 et les Annales parlementaires de la Chambre des Représentants, séances des 25 et 26 avril; 2, 24, 29, 30 et 31 mai; 5, 6, 13 et 14 juin 1928; le n° 139 du Sénat.)*

Présents : MM. le baron DE MÉVIUS, président; DELANNOY, le baron DELVAUX DE FENFFE, FRANÇOIS, OHN, RONVAUX et DE CLERCQ, rapporteur.

MADAME, MESSIEURS,

Le projet de loi soumis à nos délibérations ne constitue nullement une refonte organique. C'est une loi de péréquation.

La consolidation des ressources professionnelles du personnel payé par le Trésor, est le corollaire obligé de la stabilisation monétaire. C'est le retour au régime d'avant guerre. Trop longtemps, sous l'influence des fluctuations du coût de la vie, la rétribution des agents de l'Etat avait comporté des éléments variables qui laissaient les fonctionnaires dans l'incertitude, compliquaient outre mesure les opérations de comptabilité et qui, chose, grave, étaient susceptibles de compromettre l'équilibre budgétaire.

Au lendemain de la stabilisation monétaire, le Gouvernement, assisté de spécialistes, s'est mis à l'œuvre et, dès le 17 décembre 1927, il publiait au *Moniteur belge*, un arrêté royal daté du 16 du même mois, rendu exécutoire

à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1928, et comprenant avec les annexes, 88 pages d'impression.

Ce travail est caractérisé par la suppression de la partie mobile des traitements, du supplément mobile et de l'indemnité de résidence. Il ne maintient qu'un traitement fixe et les indemnités familiales.

Les barèmes nouveaux sont publiés en annexe et rangés par département. (Voir spécialement pour le présent projet de loi le document n° 57, Chambre des Représentants.)

Ces barèmes ne sont pas attribués en entier : le Gouvernement s'est ménagé une marge de sécurité en affectant, jusqu'à disposition ultérieure, les traitements organiques du multiplicateur 0.97 pour la partie égale ou inférieure à 26,000 francs et du multiplicateur 0.93 pour la partie qui excède cette somme.

Pour l'établissement des nouveaux barèmes, le Gouvernement s'adressa au Comité consultatif permanent des traite-

ments, composé des spécialistes ayant mis sur pied la péréquation de 1924.

Le Gouvernement avait préalablement fixé au Comité, pour des emplois-types, certains ordres de grandeur de traitements, en s'inspirant surtout de la valeur des rétributions accordées dans l'industrie, le commerce, la banque et les affaires en général aux fonctionnaires et employés occupant des fonctions similaires et assimilables.

Le Comité se chargea de l'adaptation de ces chiffres à tous les emplois.

Son travail est analysé dans le préambule de l'arrêté royal du 16 décembre 1927. Les procès-verbaux des réunions de ce Comité ne furent cependant pas communiqués au Parlement.

Le Comité mit à très bon droit, l'occasion à profit, pour éliminer de la rémunération les éléments accessoires qui avaient été introduits au cours des années sous divers prétextes, mais en réalité, pour parer à l'insuffisance, devenue souvent manifeste, de la ressource principale.

Le Comité s'efforça, comme en 1924, par un aménagement approprié des barèmes, de maintenir les ressources professionnelles à la hauteur des besoins normaux.

Il suggéra l'idée d'accélérer l'attribution des premières augmentations périodiques et de baser l'importance et l'octroi des autres sur l'accroissement normal des charges de la vie et de la famille.

Pour les augmentations dites de fin de carrière, la condition d'un minimum de vingt-cinq années de service fut abolie.

Le Comité tint compte, dans la fixation des nouveaux traitements, de la qualité des études faites par les agents, du mode de recrutement, de la nature et de la durée des prestations ainsi que de l'étendue des responsabilités assumées.

En rapprochant des traitements existants, les ordres de grandeur qui lui

avaient été assignés comme point de départ, le Comité s'aperçut que, dans la majorité des cas, il arrivait aux mêmes résultats, en multipliant par  $7/3$  la partie fixe de la stabilisation à l'indice 300.

Mais il n'a pu appliquer purement et simplement le coefficient 2.33, car il se serait montré profondément injuste à l'égard du personnel moyen et supérieur qui, depuis l'armistice, à chaque majoration des traitements, avait vu relever ses ressources professionnelles dans le sens d'une dégression plus ou moins accentuée.

L'ensemble du travail forme un bloc dont il est impossible de modifier l'une des parties, sans entraîner automatiquement l'ébranlement des autres.

Le Gouvernement a pu réaliser la péréquation des traitements pour la plupart des agents de l'Etat par l'arrêté royal du 16 décembre 1927.

Le Pouvoir exécutif fixe, en effet, les traitements.

Pour certaines catégories d'intéressés, l'intervention du législateur est imposée par la Constitution (art. 102) ou par le fait qu'une loi antérieure a fixé les traitements existants. (Loi du 6 mars 1925.)

Le projet de loi dont le Sénat se trouve saisi, a précisément pour but d'étendre à ces intéressés le bénéfice de la consolidation qui est appliquée aux autres catégories depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1928.

Il est urgent de leur donner cette satisfaction très légitime.

Au cours de longs débats, le projet du Gouvernement a été amendé en quelques points accessoires par la Chambre des Représentants.

Nous estimons que tous ces amendements ne sont pas également heureux. Nous aurions voulu introduire quelques légères modifications. Mais les changements que nous pourrions proposer ne sont pas suffisamment importants pour justifier le renvoi du projet de loi

à la Chambre. Nous nous en abstenons donc.

L'ensemble de la réforme, d'après les déclarations du Ministre des Finances, à la séance de la Chambre des Représentants du 13 juin 1928, coûtera 365 millions pour les divers Départements et les régies. Une somme de 225 millions avait été prévue au budget de l'exercice 1928.

La suppression de la retenue de 3 p. c., qu'on peut croire prochaine, représenterait une surcharge de 40 à 45 millions et celle de la retenue de 7 p. c., une surcharge de 10 à 12 millions.

Le projet a été voté à la Chambre des Représentants par 106 voix, 57 membres se sont abstenus.

Votre Commission vous propose, à la majorité des membres présents, l'adoption du projet de loi.

*Le Président,*  
Baron DE MEVIUS.

*Le Rapporteur,*  
JOSEPH DE CLERCQ.

## BELGISCHE SENAAT

VERGADERING VAN 5 JULI 1928

**Verslag uit naam van de Commissie voor Financiën, belast met het onderzoek van het Wetsontwerp betreffende het bezoldigen van de leden van de rechterlijke orde, den mijnraad, de bestendige deputatiën van de provinciale raden, de katholieke geestelijkheid en het onderwyzend korps der lagere en bewaarscholen, alsook van het personeel van het hooger onderwijs.**

*(Zie de n<sup>rs</sup> 57, 183, 188, 211, 229 en de Handelingen van de Kamer der Volksvertegenwoordigers, vergaderingen van 25 en 26 April; 2, 24, 29, 30 en 31 Mei; 5, 6, 13 en 14 Juni 1928; n<sup>o</sup> 139 van den Senaat.)*

Aanwezig : de heeren Baron DE MÉVIUS, voorzitter; DELANNOY, Baron DELVAUX DE FENFFE, FRANÇOIS, OHN, RONVAUX en DE CLERCQ, verslaggever.

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp dat ons wordt voorgelegd heeft geen organieke omwerking voor doel. Het is een perequatiewet.

De aanpassing van de beroepsinkomsten van het door de Schatkist betaald personeel is het verplichtend gevolg van de muntstabilisatie. Het is de terugkeer naar het vooroorlogsch regiem. Wegens de schommelingen van de levensduurte telde de bezoldiging van het Staatspersoneel al te lang veranderlijke gedeelten, die de ambtenaren in de onzekerheid lieten, de rekenplichtige verrichtingen buitenmate inwikkelden en, ernstig bezwaar, van aard waren het begrotingsevenwicht te doen gevaar lopen.

Daags na de muntstabilisatie zette de Regeering zich aan het werk, bijge staan door vakkundigen, en op 17 December 1927 maakte zij in het *Staatsblad* een Koninklijk besluit van 16 derzelfde

maand bekend dat uitvoerbaar werd op 1 Januari 1928 en met de bijlagen acht en tachtig bladzijden druks besloeg.

Deze regeling wordt gekenmerkt door de afschaffing van het veranderlijk gedeelte der wedden, den veranderlijken bijslag en de verblijfsvergoeding. Zij handhaaft alleen een vaste wedde en de gezinsvergoedingen.

De nieuwe barema's worden als bijlage bekend gemaakt en per departement gerangschikt. (Zie voor onderhavig ontwerp vooral n<sup>o</sup> 57 van de Kamer der Volksvertegenwoordigers).

Deze wedden worden niet ten volle uitgekeerd : de Regeering heeft zich een veiligheidsruimte voorbehouden met, tot nadere bepaling, de organieke wedden met 0.97 te vermenigvuldigen voor het gedeelte tot en met 26,000 frank en met 0.93 voor het gedeelte boven dat bedrag.

Voor het vaststellen van de nieuwe wedden wendde de Regeering zich tot het Bestendig Raadgevend Comité voor

de loonregeling, samengesteld uit vak-kundigen die de perequatie van 1924 hebben opgemaakt.

De Regeering had vooraf aan het Comiteit vermenigvuldigingscijfers voorgeschreven voor als type geldende bedieningen, daarbij vooral steunend op het bedrag van de bezoldiging uitgekeerd in de nijverheid, den handel, de banken en de zakenwereld in 't algemeen aan de ambtenaren en bedienden welke gelijk-gestelde of gelijkaardige betrekkingen bekleeden.

Het Comiteit belastte zich met de aanpassing van deze cijfers aan alle bedieningen.

Zijn arbeid wordt ontleed in de toelichting van het Koninklijk besluit van 16 December 1927. De notulen van deze vergaderingen werden nochtans niet meegedeeld aan het Parlement.

Het Comiteit maakte zeer terecht van de gelegenheid gebruik om uit de bezoldiging bijkomende gegevens te schakelen die in den loop der jaren werden ingelascht onder verschillende voorwendsels, in feite echter om de veelal klaarblijkelijke ontoereikendheid van de hoofdwedde te verhelpen.

Het Comiteit stelde voor het toekennen der eerste periodieke verhoogingen te bespoedigen en het bedrag alsmede het toekennen der verdere verhoogingen in verhouding te brengen tot het normaal toenemen der levens-behoeften en der gezinslasten.

Voor de verhoogingen bij het einde der loopbaan toegekend, werd de voorwaarde van een minimum van vijf en twintig jaren dienst afgeschaft.

Het Comiteit hield rekening, bij het vaststellen der nieuwe wedden, met de hoedanigheid der studies van de beambten, met de wijze van aanwerving, met den aard en den duur der dienst-verstrekingen, alsmede met den graad der verantwoordelijkheid.

Bij het vergelijken der vermenigvuldigingscijfers, die als uitgangspunt werden bepaald, met de bestaande wedden,

stelde het Comiteit vast dat het in de meeste gevallen dezelfde uitslagen bereikte met het vast gedeelte der wedde, berekend op het indexcijfer 300, te vermenigvuldigen met  $7/3$ .

Het kon echter niet eenvoudigweg het coëfficiënt 2.33 toepassen, omdat zulks eene schreeuwende onrechtvaardigheid zou geweest zijn voor het middenpersoneel en voor het hooger personeel, dat sedert den wapenstilstand, bij iedere verhooging der wedden, zijne beroepsinkomsten in waarde zag verminderen in min of meer ruime maat.

Het werk vormt een geheel, waarvan men niet één gedeelte mag wijzigen zonder de instorting der overige te veroorzaken. De Regeering heeft de perequatie der wedden kunnen verwezenlijken voor de meeste Staatsbedienden bij Koninklijk besluit van 16 December 1927. De uitvoerende macht bepaalt immers de wedden.

Voor sommige categoriën van belanghebbenden is de tusschenkomst van de wetgevende macht door de Grondwet opgelegd (art. 102), ofwel is die tusschenkomst vereischt doordien eene vroegere wet de bestaande wedden heeft bepaald (wet van 6 Maart 1925).

Onderhavig wetsontwerp heeft juist ten doel tot deze belanghebbenden het voordeel der aanpassing uit te breiden, dat sedert 1 Januari 1928 op de overige categoriën werd toegepast.

Het is hoogst dringend hun deze zeer gewettigde voldoening te schenken.

Na langdurige besprekingen werd het Regeeringsontwerp op enkele punten van bijkomenden aard gewijzigd door de Kamer der Volksvertegenwoordigers.

Wij oordeelen dat al deze amendementen niet even gelukkig zijn. Wij hadden gewenscht enkele lichte wijzigingen voor te stellen. Zij zijn echter niet belangrijk genoeg om de terugzending van het ontwerp naar de Kamer te wettigen. Wij zien er dus van af. Blijkens de verklaringen van den Minister van Financiën ter Kamervergadering

van 13 Juni 1928, zal de perequatie in haar geheel 365 miljoen kosten voor de onderscheidene departementen en Staatsbedrijven. Op de begrooting voor 1928 werd een bedrag van 225 miljoen voorzien. De afschaffing der afhouding van 3 t. h. die men eerlang hoopt te zien verwezenlijken, zou een bijkomenden last van 40 tot 45 miljoen, en die der afhouding van 7 t. h. een bijkomenden last van 10 tot 12 miljoen ver-  
tegenwoordigen.

Het wetsontwerp werd in de Kamer goedgekeurd met 106 stemmen en 57 onthoudingen.

[Bij meerderheid van stemmen stelt uwe Commissie U voor het wetsontwerp aan te nemen.

*De Voorzitter,*  
Baron DE MÉVIUS.

*De Verslaggever,*  
J. DE CLERCQ.